

## Sections de la Lozère

### Comité Technique Local du 15 décembre 2015 : Pourquoi nous n'y sommes pas allés

Mardi 15 décembre 2015 devait se tenir le CTL « emplois », entendez par là « l'avalisation » des suppressions d'emplois pour l'année suivante.

Alors que presque toutes les directions ont programmé cette réunion en janvier, la Lozère expédie l'opération avant Noël... A un point tel que les derniers documents de préparation n'ont été adressés que la veille aux élus !

Les organisations syndicales n'ont pas participé à cette réunion, respectant ainsi un mot d'ordre national de boycott des CTL. Mais surtout, parce qu'elles savent bien que ce n'est pas à ce niveau que les suppressions peuvent être remises en cause. Pour cela, seul un rapport de force peut faire changer les choses.

Et celui-ci devra intervenir au plus tôt tant la DDFiP de la Lozère est aujourd'hui dans une situation catastrophique !

Ainsi, par suite d'un congé de maladie, il n'y a pas de déléguée des **services sociaux** ; pas plus d'**assistante sociale** par suite d'une démission pour cause de contrat de travail non attractif ; et pas plus de **médecin de prévention**... là par suite d'une incroyable « légèreté » de la part du CDGFPT ! Et, à cette situation inédite, s'ajoute, côté **emplois**, la situation devenue catastrophique :

- au titre du PLF 2014, la Lozère a perdu 5 emplois ;
- au 01/09/2015, 6 autres emplois ont été détruits ;
- et pour le PLF 2016, ce chiffre est de 7 !

10 % de l'effectif en 3 ans ! Quant à 2017, à quoi faut-il s'attendre.... ?

Pour les **trésoreries**, c'est la saignée. Après la fermeture de Saint Alban au 1er janvier 2015, dans 15 jours ce sera le tour de Villefort, du Bleynard et de Meyrueis. Celles du Collet et de La Canourgue suivront, n'en doutons pas !

Notre directeur n'épargne pas la **Gestion Publique** ! D'ailleurs, quand il ferme un poste, il ne transfère aucun emploi dans les trésoreries qui accueillent les missions des postes supprimés comme à Langogne et Florac. Et quand des agents, comme à la trésorerie de **Marvejols**, traversent des moments difficiles, c'est le silence radio. Mais on n'oublie pas par contre de leur missionner des membres de la Mission Départementale Risques et **Audit** !

L'obligation prochaine pour les membres de **l'ERD** de pointer à l'arrivée sur leur lieu de mission a-t-elle suscitée plus de compassion ? Non, on n'a pas entendu dire que les spécificités géographiques du département aient été évoquées à Paris pour obtenir un aménagement.

Mais pour autant, la **filière fiscale** fait-elle l'objet de plus d'attention ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne se voit pas ! L'acharnement à priver les services des impôts de moyens, notamment pour l'**accueil** physique du public, en est même l'illustration contraire !

A tel point que l'on finit par penser que l'annonce de la création d'un **centre de contact** à Carcassonne va satisfaire une vieille lubie : enfin un « point d'entrée » vers lequel on pourra orienter les contribuables.... Et par la même occasion siphonner quelques postes supplémentaires au prétexte que ce centre assure la « *réception* » d'une partie de notre public.

Le transfert du traitement du **contentieux juridictionnel** vers la DDFiP du Gard ne semble pas non plus avoir indigné notre direction. Pourtant ce transfert nous privera d'une mission valorisante et, à terme, en 2017 ou 2018, nous coûtera un emploi d'inspecteur.

Quant au projet de **pilotage** de la BCR et des vérificateurs par la **Dircofi** (**Direction du Contrôle Fiscal**), il semble même avoir été plutôt vu d'un bon œil. Pourtant il privera nos collègues du PCE/BCR du soutien en temps réel dans leur mission technique ô combien symbolique de notre administration.... Et menace à terme le maintien de cette structure dans le département.

Alors, même si beaucoup de décisions ne sont que la déclinaison d'une politique nationale, devant aussi peu d'intérêt de notre direction pour le maintien de nos missions et de ses emplois - sans parler de la situation des personnes qui perdent parfois leur résidence -, à quoi bon prendre part à un « dialogue » qui n'a de « social » que le nom ?

**Non, nous en avons assez !**

**Assez d'être méprisés par le gouvernement et de servir de valeur d'ajustement au budget !**

**Assez d'être méprisés par le Directeur Général à travers toutes les décisions et orientations qu'il prend et qui vont à l'encontre du bien-être des agents !**

**Assez d'être ignorés par notre direction qui ne se soucie en aucun cas du quotidien des personnels qui sont pourtant, pour un nombre toujours plus grand, au bord de la rupture et du précipice !**